

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 12/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 Rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : IC230367/PBi/RAPVI
Code AIOT : 0010000166

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2023 dans l'établissement AXEREAL implanté 57, Rue de la Résistance 28700 Auneau-Bleury-Saint-Symphorien. L'inspection a été annoncée le 05/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- 57, Rue de la Résistance 28700 Auneau-Bleury-Saint-Symphorien
- Code AIOT : 0010000166
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités exploitées par AXEREAL à Auneau-Bleury-Saint-Symphorien sont notamment réglementées par les arrêtés préfectoraux des 5 août 2002, 19 mai 2005 et 21 juillet 2008.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection du 31/01/2022 ;
- l'état de bon fonctionnement et d'entretien des équipements susceptibles d'être à l'origine de départ de feu (moteurs électriques, paliers, bandes, installations électriques, travaux par points chauds...) ;
- l'existence, la mise en oeuvre et le respect des conditions de fonctionnement garantissent la prévention des départs de feu (sécurité et asservissement de la manutention, plan d'entretien et de maintenance, permis de feu, surveillance après travaux...).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Suivi des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 8.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rétention des aires et des locaux de travail	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Article 1er - Annexe § 2.9	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagement des stockages	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Article 1er - Annexe § 2.12	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Silos - Surveillance des installations et formation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
4	Silos - Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
5	Silos - Permis de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
6	Silos - Système de dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
7	Silos - Transporteur à bande	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
8	Silos - Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Article 1er - Annexe § 2.12
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 31/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...] Une distance minimale de 30 cm est conservée entre le haut du tas d'engrais ou des îlots d'engrais conditionnés et le haut de la paroi de séparation des cases. Cette distance est matérialisée par un repère visuel sur la paroi.[...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <u>Constat du 31 janvier 2022 :</u> Lors de la précédente inspection, le 4 février 2021, il a été constaté l'absence de repère visuel en haut des parois de séparation des cases matérialisant la distance minimale de 30 cm entre le haut du tas d'engrais et le bord supérieur des parois de cases. Le 31 janvier 2022, l'inspection des installations classées a constaté que le repère a été ajouté sur une partie des cases, et qu'il reste à matérialiser sur certaines cases. <u>Constat du 13 juin 2023 :</u> L'inspection des installations classées a constaté que le repère visuel matérialisant la distance minimale de 30 cm entre le haut du tas d'engrais et le bord supérieur des parois de cases a été ajouté sur l'ensemble des cases de stockage d'engrais solides.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rétention des aires et des locaux de travail

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Article 1er - Annexe § 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des aires et locaux de travail
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 31/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le sol des aires de stockage extérieur et des magasins de stockage, de chargement et de déchargement est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour le stockage d'engrais relevant de la rubrique « 4702-II ou 4702-III », le sol doit être légèrement incliné, de façon à faciliter l'écoulement et le refroidissement rapide d'engrais fondu, en cas d'accident. Si les écoulements sont récupérés dans des caniveaux, ceux-ci sont placés à une distance suffisante du magasin de stockage de façon à ne pas confiner de l'engrais fondu à haute température.
Constats : L'exploitant doit justifier de l'adéquation du volume de la rétention associée au magasin de stockage d'engrais solides par rapport à la réglementation pour les engrais classés 4702.

Observations :Constats du 31 janvier 2022 :

Lors de la précédente inspection, le 4 février 2021, il a été constaté que la récupération de l'engrais fondu issu du magasin de stockage d'engrais classés 4702 en cas d'accident se fait par un système le dirigeant dans une fosse sous le bâtiment de stockage des engrais classés 4702, alors que l'arrêté ministériel prescrit que les caniveaux soient placés à une distance suffisante du magasin de stockage de façon à ne pas confiner de l'engrais fondu à haute température.

Par courrier du 23 février 2021, AXERREAL répond que le caniveau qui sert à diriger les eaux d'extinction est à l'extérieur du bâtiment engrais, que dans le cas majorant d'une case engrais pleine, il y a au moins une distance de 5 m entre l'engrais et le caniveau, et que cette distance est suffisante pour ne pas confiner de l'engrais fondu.

La réponse d'AXERREAL ne permet pas de dire à quelle distance s'écoulerait l'engrais fondu en cas de point chaud, dans la situation la plus défavorable de la quantité maximum susceptible d'être présente dans le bâtiment.

L'état de la fosse sous-jacente n'est pas connu (revêtement, et état de propreté notamment). Dans sa réponse, AXERREAL n'indique pas les moyens qu'il a mis en œuvre pour s'assurer de l'absence de produits incompatibles au sein de la fosse.

Par ailleurs, lors de l'inspection le 31 janvier 2022, AXERREAL a expliqué qu'en cas d'arrivée d'engrais fondu, celui-ci sortirait du bâtiment de stockage via ce caniveau et serait dirigé dans la fosse sous le bâtiment de stockage, et que cette redirection est réalisée par action manuelle d'une vanne. Cette vanne est située en fond de caniveau à moins de 50 cm de la porte du bâtiment de stockage.

Si la vanne n'est pas manoeuvrée, les effluents seraient épandus au devant du bâtiment.

Dans le cas où la manipulation de la vanne serait possible en contexte accidentel (arrivée d'engrais fondu, voire fumées toxiques) en corrélation avec la cinétique de l'accident, la portion de caniveau emprunté par l'engrais extérieure au bâtiment est très courte (de l'ordre de 50 cm). L'inspection des installations classées s'interroge sur le risque de détonation qui résulterait d'un confinement d'engrais fondu sous le bâtiment.

Réponse de l'exploitant du 15 mars 2022 :

"En cas d'incendie dans le magasin engrais : [...]"

- En cas de déclenchement de la détection incendie avec constatation de signe visible de début d'incendie, le site doit immédiatement (avant l'arrivée des pompiers) ouvrir la vanne d'isolement. Cette vanne est située à l'extérieur du magasin, il est possible d'ouvrir cette vanne dans un contexte de sinistre. Dans le plan d'intervention est précisé cette exigence, document ci-joint. [...]

- L'ensemble des eaux d'extinctions est dirigée par une pente vers l'extérieur du magasin, dans une caniveau extérieur apparent, accessible (sans grille). Dans un cas majorant, cette distance est d'au moins 5m. Cette distance permet "le refroidissement rapide d'engrais fondu... Et de ne pas confiner de l'engrais fondu à haute température".

- Ces eaux refroidies sont ensuite dirigées vers la fosse. Cette fosse ne contient aucun produit incompatible et ces surfaces sont étanches. Nous précisons qu'en condition normale, la vanne est en position fermée pour qu'aucun liquide/produit ne soit présent dans la fosse (pas d'incompatibilité).

Constat du 13 juin 2023 :

Les éléments transmis par l'exploitant permettent de justifier que la rétention des eaux d'extinction du magasin engrais sont prises en charge. L'exploitant doit cependant justifier du volume de cette fosse de récupération par rapport à l'article 4.3.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006. Dans le cas où la fosse ne permet pas de contenir l'ensemble des eaux d'extinction, l'exploitant doit justifier de la destination du volume des eaux non confinées dans cette fosse.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Silos - Surveillance des installations et formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : L'exploitant a présenté un document justifiant de la nomination du responsable de site.</p> <p>Par ailleurs, il a présenté un document justifiant que le responsable de site a réalisé sa dernière formation sur les risques d'exploitation du silo le 27 novembre 2018. L'exploitant applique un recyclage de ces formations tous les cinq ans. Le responsable de site est donc dans les délais pour cette formation.</p> <p>Les autres personnels du site sont également formés sur ce risque, et ont reçus la formation correspondante dans les cinq dernières années.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Silos - Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et des travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection des installations classées a contrôlé la présence de consignes concernant la surveillance des silos en marche normale. Cette procédure est datée du 15 décembre 2012 et a pour référence interne à l'exploitant CE 102. Elle couvre également la remise en service après modification, entretien ou incident. La consigne incendie est datée du 20 décembre 2022 et référencée CS 002. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Silos - Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a présenté un permis de feu concernant une intervention ayant démarré le 12 juin 2023 et prévue pour se terminer le 16 juin 2023. Ce permis de feu a été signé par le prestataire ainsi que le représentant de l'exploitant. Le contrôle par sondage de ce permis de feu, pour procéder à la sécurisation de la ligne de vie du silo 2, n'appelle pas d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Silos - Système de dépoussiérage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert de céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observations. Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe 1 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Silos - Transporteur à bande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le contrôle par sondage a porté sur la bande du transporteur d'ensilage du silo n°3. Ce contrôle n'appelle pas d'observation : la bande dispose du marquage attestant de sa conformité à la non propagation de la flamme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Silos - Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. [...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a présenté un rapport du 14 décembre 2022 de DEKRA relatif à la vérification des installations électriques. Ce rapport ne liste pas d'observations sur l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 8.1											
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit											
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet											
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table border="1" data-bbox="185 705 1428 996"> <thead> <tr> <th>NIVEAU DE BRUIT ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th><th>EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr> </tbody> </table>			NIVEAU DE BRUIT ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
NIVEAU DE BRUIT ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)									
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)									
<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p>											
<p>Constats : Le rapport de mesure de bruit en date du 15/06/2023, basé sur une intervention du 23/05/2023, signale un niveau d'émergence de 10 dB au lieu de 5 dB au point B situé en ZER.</p>											
<p>Observations : L'exploitant a indiqué qu'un contrôle des émissions sonores de l'établissement a été réalisé par DEKRA en date du 23 mai 2023. L'exploitant ne dispose pas du rapport au jour de la visite. Ce contrôle a été commandé le 22 mars 2023.</p> <p>La réalisation de ce contrôle a été noté dans le carnet de suivi des interventions sur site.</p> <p>Par courrier électronique du 23 juin 2023, l'exploitant a transmis le rapport lié à ce contrôle.</p> <p>Le rapport transmis ne liste que des mesures sur la période diurne, l'établissement n'étant pas en activité au delà de 22 heures. Il indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> sur le sujet des émissions sonores en limite de propriété, les points de contrôle 1, 2, 3 et 4 situés aux quatre points cardinaux autour de l'établissement présentent des valeurs conformes à la réglementation ; sur le sujet des niveaux d'émergence dans les zones à émergence réglementée à proximité de l'établissement : <ul style="list-style-type: none"> le point de contrôle A présente une valeur d'émergence enregistrée à 2,5 dB (A), pour une valeur limite de 5 dB (A) ; le point de contrôle B présente une valeur d'émergence enregistrée à 10 dB (A), pour une valeur limite de 5 dB (A). Le rapport indique que ce dépassement serait dû au fonctionnement de l'extraction des silos 1 et 2. 											
Type de suites proposées : Avec suites											
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription											
Proposition de délais : 60 jours											

ANNEXE 1 : Fiche de contrôle des équipements de manutention

Points n°4 et 5 – Fonctionnement des installations de transfert des céréales et système de dépoussiérage – article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié

Exigences réglementaires examinées

Article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié

« Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme. »

Contrôles réalisés par l'inspecteur – Justifications communiquées par l'exploitant

Point de contrôle	Présence	
Manutention asservie à l'aspiration : Silo 3 Type d'asservissement : Double asservissement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Test</u> : En l'absence d'aspiration, la mise en marche des transporteurs à chaînes et des élévateurs n'est pas possible :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Test</u> : La mise à l'arrêt de l'aspiration a occasionnée l'arrêt du circuit :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Transporteurs à bandes : Les transporteurs à bande sont équipés de détecteur de déport de bande :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Test</u> : TAB 5 Silo 4 La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel du détecteur de déport a occasionné la mise à l'arrêt du circuit :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Déclenchement de l'alarme visuelle de défaut sur le synoptique de la supervision de l'installation :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Transporteurs à chaînes : Présence de trappes de bourrage, de détecteur bourrage...	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Test</u> : TCH 12 Silo 3 La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel de l'ouverture de la trappe de bourrage a occasionné la mise à l'arrêt du circuit :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Déclenchement de l'alarme visuelle de défaut sur le synoptique de la supervision de l'installation :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Élévateurs : élévateurs silo 3 Présence de contrôleurs de rotation :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Présence de contrôleurs de détecteur de déport de sangles :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

Observations exposées à l'exploitant au terme de l'inspection et conclusion (à rapporter dans la fiche de constat associée au point de contrôle)

Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation.